

PROJET DE MARIAGE

Entre

(Attention l'ordre d'inscription (1 et 2) de ce dossier est celui qui figurera sur l'acte de mariage) :

1 **NOM et Prénom**

et

2 **NOM et Prénom**

Chacun(e) des futur(e) époux doit :

- avoir au moins 18 ans,
- n'avoir aucun lien de proche parenté ou d'alliance avec le futur conjoint (dans certains cas, une dispense peut être accordée par le Président de la République),
- ne pas être marié(e) en France ou à l'étranger.

Pour les personnes pacsées qui souhaitent se marier :

Aucune mention ou de certificat de dissolution de PACS n'est nécessaire dans la constitution du dossier de mariage, le PACS se dissout automatiquement par le mariage des partenaires ou de l'un d'eux. Il prend ainsi fin à la date du mariage.

TOUT DOSSIER INCOMPLET NE SERA PAS ACCEPTE

(Art. 75 du Code Civil)

PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION

Cérémonie prévue le _____ à _____ heures

Dossier déposé le :

PIECES A FOURNIR EN MAIRIE AU PLUS TARD UN MOIS AVANT LA DATE DU MARIAGE

**ATTENTION : PRESENCE OBLIGATOIRE DES DEUX FUTUR(E)S EPOUX(SES)
LORS DU DEPOT DU DOSSIER**

L'Officier d'Etat Civil se réserve la possibilité de demander des pièces complémentaires au vu du dossier.

L'Audition des futur(e)s époux(ses) peut également être demandée par l'Officier d'Etat Civil.

Prévoir un traducteur assermenté près la Cour d'Appel si l'un ou les futur(e)s époux ne maîtrisent pas la langue française.

Ne pas arrêter de date pour la célébration du Mariage avant l'accord du Service et la vérification des pièces produites.

Les **horaires** de la Cérémonie seront déterminés par le Service en fonction du planning.

Nous vous remercions par avance de bien vouloir respecter l'horaire prévu eu égard aux mariages suivants.

1°) POUR CHAQUE FUTUR EPOUX(SE) DE NATIONALITÉ FRANÇAISE :

- Un acte de naissance datant de moins de 3 mois au jour du dépôt du dossier en Mairie si établi en France Métropolitaine (à demander à la Mairie du lieu de naissance, joindre un timbre pour les frais d'envoi) et datant de moins de 6 mois au jour du dépôt du dossier en Mairie si établi dans un DOM ou un TOM.
 - o **Pour les Français (es) né(es) à l'étranger ou naturalisé(es)** : s'adresser au MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, Service Central de l'Etat Civil, 44941 NANTES Cedex 9 (Site Internet : <http://www.diplomatie.gouv.fr> Tel : 02.51.77.20.20)
- Une pièce d'identité = carte nationale d'identité ou passeport ou permis de conduire (**que vous devez également avoir le jour du mariage**).
- Un justificatif de domicile **le plus récent possible** pour **chacun(es)** des futur(e)s époux(ses) à **son nom propre** (quittance de loyer (émanant d'une Société Immobilière ou d'un OPHLM, facture d'électricité ou de gaz, facture de téléphone fixe, attestation d'assurance habitation, taxe foncière, de taxe d'habitation ou d'avis d'imposition si la date d'émission est inférieure à 3 mois

CAS DES PERSONNES HEBERGEES

Attestation, copie de la pièce d'identité et justificatif de domicile de l'hébergeant(e).

Article 74 du Code Civil = Le mariage est célébré dans la Commune où l'un des deux époux a son domicile ou sa résidence établie par un mois au moins d'habitation continue. **Les futurs époux peuvent demander à célébrer leur mariage dans la commune du domicile ou de la résidence de l'un de leurs père ou mère** mais cette demande doit émaner **exclusivement** de l'un des futurs époux.

2°) POUR UNE PERSONNE DE NATIONALITE ETRANGERE :

Tous les documents sont à demander à l'Autorité étrangère, l'Ambassade ou le Consulat du pays concerné.

Les actes en **langue étrangère** doivent être accompagnés de leur **traduction** établie par un traducteur expert. Site Internet : <http://www.ca-paris.justice.fr>

- Un acte de naissance datant **de moins de 6 mois** à la date du mariage
 - o Pour les Réfugié(es) politiques, les documents sont délivrés par l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides : les actes de naissances sont délivrés depuis moins de 3 mois à la date du mariage (pour les personnes célibataires, l'acte doit comporter la mention NEANT) OFPRA 201 rue Carnot 94136 FONTENAY-SOUS-BOIS Tél 01.58.68.10.10
- Une pièce d'identité : passeport, titre de séjour ou récépissé accompagné du passeport
- Un Certificat de Coutume datant de moins de 6 mois
- Un Certificat de Célibat ou de capacité matrimoniale à demander auprès du Consulat du Pays d'origine datant de moins de 3 mois à la date du mariage.
- Un justificatif de domicile **le plus récent possible** pour **chacun(es)** des futur(es) époux (ses) à **son nom propre** (quittance de loyer émanant d'une Société Immobilière ou d'un OPHLM, facture d'électricité de gaz, ou de téléphone fixe, attestation d'assurance habitation, taxe foncière, de taxe d'habitation ou d'avis d'imposition si la date d'émission est inférieure à 3 mois)

OBSERVATION : en cas de mariage de personnes de même sexe, se renseigner auprès du service car informations supplémentaires à communiquer

3°) S'IL A ÉTÉ FAIT UN CONTRAT DE MARIAGE :

- Un Certificat du Notaire.

4°) POUR LES VEUVES OU LES VEUFS :

- La copie intégrale d'acte de décès du (de la) conjoint (e)

5°) LES RENSEIGNEMENTS CI-APRES :

Merci d'écrire très lisiblement, afin d'éviter des erreurs dans la rédaction de l'acte

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'EPOUX(SE)

Nom	
Prénoms	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
Département de naissance	

Nationalité <i>(au moment du mariage)</i>	
---	--

Profession	
-------------------	--

Situation	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Divorcé
Veuf(ve) / Divorcé(e)	depuis le :

Domicilié(e) à (n° - rue - Commune)	
Résidant(e) à (facultatif) (n° - rue - Commune)	depuis au moins un mois

Fils/Fille de (Nom et prénom du père)	
Domicilié à (n° - rue - commune)	
Profession	
Ou décédé	depuis le
Et de (Nom et prénom de la mère)	
Domiciliée à (n° - rue - commune)	
Profession	
Ou décédée	depuis le

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'EPOUX (SE)

Nom	
Prénoms	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
Département de naissance	
Nationalité <i>(au moment du mariage)</i>	
Profession	
Situation	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Veuve <input type="checkbox"/> Divorcée
Veuf(ve) / Divorcé(e)	Depuis le :
Domicilié(e) à (n° - rue - Commune)	
Résidant(e) à (facultatif) (n° - rue - Commune)	Depuis au moins un mois
Fils/Fille de (Nom et prénom du père)	
Domicilié à (n° - rue - commune)	
Profession	
Ou décédé	depuis le
Et de (Nom et prénom de la mère)	
Domiciliée à (n° - rue - commune)	
Profession	
Ou décédée	depuis le

RENSEIGNEMENTS COMMUNS AUX FUTUR EPOUX

- Avez-vous des enfants **en commun** ?
 - Si oui, nombre d'enfants : -----
 - **Produire : votre livret de famille (en cas d'impossibilité, acte de naissance de chaque enfant)**
-

Contrat de mariage : OUI NON

Signé le -----

Chez Maître : -----

NOUS FOURNIR LE CERTIFICAT DU NOTAIRE

Mariage religieux : OUI NON

Prévu le : à h Lieu de la Cérémonie :

.....

Futur domicile conjugal prévu (n° - rue - Commune) :

.....

Coordonnées téléphoniques et mail :

Epoux (se) 1 : téléphone Mail

Epoux (se) 2 : téléphone Mail

LES FUTURS EPOUX ET LES TEMOINS DOIVENT AVOIR LEUR PIECE D'IDENTITE LE JOUR DU MARIAGE

Mairie - Place de l'église - B.P. 07 - 45655 SAINT-JEAN-LE-BLANC Cedex

02 38 66 39 61

www.saintjeanleblanc.com  

TEMOINS MAJEURS MAITRISANT LA LANGUE FRANÇAISE

JOINDRE LA PHOTOCOPIE DE LEUR PIÈCE D'IDENTITÉ OU PASSEPORT OU PERMIS DE CONDUIRE OU CARTE DE SÉJOUR

OBLIGATOIRES

Nom <i>(pour les femmes, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse)</i> <i>Le cas échéant, nom d'usage</i>	
Prénoms	
Profession	
Adresse (n° - rue - commune)	
Date de naissance	
Nom <i>(pour les femmes, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse)</i> <i>Le cas échéant, nom d'usage</i>	
Prénoms	
Profession	
Adresse (n° - rue - commune)	
Date de naissance	

FACULTATIFS

Nom <i>(pour les femmes, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse)</i> <i>Le cas échéant, nom d'usage</i>	
Prénoms	
Profession	
Adresse (n° - rue - commune)	
Date de naissance	
Nom <i>(pour les femmes, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse)</i> <i>Le cas échéant, nom d'usage</i>	
Prénoms	
Profession	
Adresse (n° - rue - commune)	
Date de naissance	

NOTA CONCERNANT LES TEMOINS :

- Ils doivent être âgés de 18 ans révolus au moins.
- Chaque conjoint dans un couple peut être témoin pour le même mariage. Le père et la mère de l'un(e) des futur(es) époux(ses) peuvent être témoins du mariage si, en raison de l'âge de leur enfant, ils n'ont plus à donner leur consentement.
- Un(e) mineur(e) peut être témoin s'il / elle est émancipé(e), soit par mariage, soit par décision du Juge d'Instance.
- Il n'y a aucune obligation, tout au contraire, d'un 3^{ème} et 4^{ème} témoin, mais si cette partie est remplie, ceux-ci doivent impérativement être présents le jour du mariage.

CAS PARTICULIERS : MARIAGE DES MILITAIRES ET MARINS

Une autorisation préalable du Ministère de la Défense est exigée pour les militaires servant depuis moins de 5 ans dans la Légion Etrangère, lorsque le/la futur(e) conjoint(e) ne possède pas la Nationalité Française.
Les autorisations sont valables six mois, elles peuvent être renouvelées (ICREC 376-1)

Attestation sur l'honneur

Je soussigné (e)

Né (e) le à

Atteste sur l'honneur (1)

avoir mon domicile sis

.....
.....

Depuis le

avoir ma résidence sise

.....
.....

Depuis le

(1) Cochez les lignes utiles

A....., le.....

Signature,

En application de l'article 441-7 du Code Pénal, sera puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait : 1°) d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2°) de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincères ; 3°) de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui.

Attestation sur l'honneur

Je soussigné (e)

Né (e) le à

Atteste sur l'honneur (1)

avoir mon domicile sis

.....
.....

Depuis le

avoir ma résidence sis

.....
.....

Depuis le

(1) Cochez les lignes utiles

A....., le.....

Signature,

En application de l'article 441-7 du Code Pénal, sera puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait : 1°) d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2°) de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincères ; 3°) de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui.

INFORMATIONS SUR LE DROITS DE LA FAMILLE

Filiation

A l'égard de la mère, la filiation est établie par la seule désignation de son nom dans l'acte de naissance de l'enfant. Elle peut toutefois le reconnaître avant la naissance ou postérieurement, si son nom a été omis dans l'acte de naissance de l'enfant.

Le mari de la mère est présumé être le père de l'enfant né pendant le mariage ainsi que de ceux nés moins de trois cents jours après la dissolution du mariage. Le lien de filiation est établi de manière indivisible à l'égard des époux.

Le père non marié doit reconnaître l'enfant devant tout officier de l'état civil ou éventuellement un notaire. La reconnaissance peut être faite à tout moment, avant ou après la naissance de l'enfant.

Lorsque la reconnaissance n'est pas possible, notamment en cas de décès du père prétendu, la filiation peut être établie par la possession d'état constatée par un acte de notoriété. Cet acte doit être demandé au juge d'instance dans les cinq ans suivant la cessation de cette possession ou le décès.

Lorsque l'enfant n'a pas été reconnu, le tribunal peut déclarer la paternité. L'action doit être intentée par la mère dans la minorité de l'enfant. Ce dernier peut également exercer cette action dans les dix années qui suivent sa majorité. Le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle peut être demandé en cas de ressources insuffisantes.

Lorsque l'action en recherche de paternité n'est pas possible ou ne peut prospérer, la mère peut réclamer en justice au père le versement d'une pension alimentaire pendant la minorité de l'enfant, si elle est en mesure de prouver l'existence de relations intimes pendant la période de la conception.

Nom des enfants

Les parents peuvent choisir le nom de famille de leur enfant, lorsque sa filiation est établie à leur égard au plus tard le jour de la déclaration de sa naissance (ou par la suite mais simultanément). Ils peuvent alors choisir soit le nom du père, soit celui de la mère, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom de famille pour chacun d'eux. En l'absence de déclaration conjointe de choix de nom à l'officier de l'état civil, l'enfant prend le nom de celui de ses parents à l'égard duquel sa filiation est établie en premier lieu et le nom de son père si sa filiation est établie simultanément à l'égard des père et mère (c'est le cas lorsque les parents sont mariés). Toutefois, si l'un des parents manifeste son désaccord sur le nom auprès de l'officier de l'état civil au plus tard au jour de la déclaration de naissance ou postérieurement lors de l'établissement de la filiation de manière simultanée, l'enfant prend le nom de ses deux parents accolés selon l'ordre alphabétique.

Si la filiation de l'enfant n'est établie qu'à l'égard d'un parent au jour de la déclaration de naissance, il acquiert le nom de ce parent. Les parents peuvent, par déclaration conjointe devant l'Officier de l'Etat Civil, choisir de donner à l'enfant mineur le nom du parent à l'égard duquel la filiation a été établie en second lieu ou leurs deux noms accolés dans l'ordre librement choisi et dans la limite d'un nom pour chacun. Si l'enfant a plus de treize ans, son consentement est requis. Le nom dévolu au premier enfant vaut pour les autres enfants communs.

Adoption

L'adoption peut être demandée par deux époux lorsque le mariage dure depuis plus de deux ans ou lorsque les deux époux ont plus de vingt-huit ans. Un époux peut également adopter l'enfant de son conjoint dans certaines conditions.

Elle peut également être demandée par toute personne âgée de plus de vingt-huit ans. Si cette personne est mariée, le consentement de son conjoint est requis.

L'adoption est prononcée à la requête de l'adoptant par le tribunal de grande instance, qui vérifie si les conditions de la loi sont remplies et si l'adoption est conforme à l'intérêt de l'enfant. Cette adoption peut être plénière, auquel cas le lien de filiation créé par l'adoption se substitue au lien de filiation d'origine, ou simple, les deux liens de filiation coexistant alors.

L'enfant adopté plénièrement acquiert le nom de l'adoptant, qui se substitue à son nom d'origine.

En cas d'adoption simple, le nom de l'adoptant est ajouté au nom de l'adopté. Lorsque l'adopté et l'adoptant, ou l'un d'eux, portent un double nom, le nom conféré à l'adopté résulte de l'adjonction du nom de l'adoptant à son propre nom, dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux. Le choix, ainsi que l'ordre, des noms adjoints appartient à l'adoptant qui doit

recueillir le consentement de l'adopté âgé de plus de treize ans. En cas de désaccord ou à défaut de choix, le nom conféré à l'adopté résulte de l'adjonction en seconde position du premier nom de l'adoptant au premier nom de l'adopté. L'adoptant peut demander à ce que seul son nom soit porté par l'enfant. Dans ce cas, l'enfant âgé de plus de treize ans doit donner son consentement.

L'adoptant est seul investi de l'autorité parentale, que l'adoption soit simple ou plénière. Toutefois, en cas d'adoption simple de l'enfant du conjoint, ce dernier conserve l'autorité parentale qui est exercée en commun.

Autorité parentale

L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Elle appartient en commun aux parents jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne.

Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité et ce dernier a le droit, sauf motifs graves, d'entretenir des relations personnelles avec ses ascendants.

L'autorité parentale est exercée en commun par les parents. A l'égard des tiers, chacun d'eux peut accomplir seul les actes usuels qui concernent l'enfant.

Toutefois, lorsque la filiation est établie à l'égard de l'un des parents plus d'un an après la naissance de l'enfant, l'autre parent exerce seul cette autorité. Le parent qui ne bénéficie pas de l'exercice de l'autorité parentale conserve le droit et le devoir de surveiller l'entretien et l'éducation de l'enfant et doit être informé des choix importants relatifs à la vie de l'enfant.

Les parents peuvent, afin d'exercer en commun l'autorité parentale, faire une déclaration conjointe devant le greffier en chef du tribunal de grande instance du domicile de l'enfant.

En outre, en cas de désaccord, l'un des parents peut saisir le juge aux affaires familiales, afin qu'il statue sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale (notamment sur la résidence de l'enfant). Le cas échéant, il peut décider d'un exercice conjoint ou, si l'intérêt de l'enfant le commande, confier l'exercice de l'autorité parentale à l'un des parents.

Contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant

Chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation de l'enfant à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent, ainsi que des besoins de l'enfant. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque l'enfant est majeur.

Une fois que cette contribution a pris fin, les parents doivent des aliments à leurs enfants, si ceux-ci sont dans le besoin. Cette obligation est réciproque.

Droits successoraux de l'enfant

L'enfant succède à chacun de ses parents prédécédé. Il partage la succession avec les autres enfants du défunt et le conjoint survivant. A défaut de leur présence, l'enfant recueille l'entière succession.

Chacun des parents peut aménager les droits successoraux de l'enfant par testament. Toutefois, en toute hypothèse, une partie de la succession lui est réservée.

Informations spécifiques aux époux

Nom des époux

Le mariage est sans effet sur le nom des époux, qui continuent chacun d'avoir pour seul nom officiel celui qui résulte de leur acte de naissance. Toutefois, chacun des époux bénéficie de l'usage, s'il le désire, du nom de son conjoint, en l'ajoutant ou en le substituant à son propre nom.

Logement des époux

Les époux sont cotitulaires du bail qui sert exclusivement à leur habitation, même s'il a été conclu par l'un seulement d'entre eux avant le mariage.

Les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille (notamment par vente ou résiliation du bail) ni des meubles meublants dont il est garni.

Droits et devoirs respectifs des époux

Les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours, assistance et s'obligent à une communauté de vie. Ils assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir. Les époux contribuent aux charges du mariage à proportion de leurs facultés respectives. Toutefois, un aménagement de cette contribution peut être prévu par contrat de mariage. Chacun des époux peut passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants. Les dettes ainsi contractées engagent les deux époux, sauf lorsqu'elles sont manifestement excessives ou qu'elles sont issues d'un emprunt conclu sans l'accord de l'autre époux. Chaque époux peut librement exercer une profession, percevoir ses gains et salaires et en disposer après s'être acquitté des charges du mariage. Chacun des époux peut se faire ouvrir tout compte de dépôt (notamment compte chèques postaux, compte bancaire, livret d'épargne) et tout compte de titres en son nom personnel. A l'égard du dépositaire, le déposant est toujours réputé avoir la libre disposition des fonds et des titres en dépôt. Si l'un des époux se trouve hors d'état de manifester sa volonté ou s'il met en péril les intérêts de la famille, l'autre époux peut faire prendre en justice toutes mesures nécessaires ou même se faire transférer l'administration des biens normalement gérés par son conjoint.

Obligations alimentaires

Les gendres et belles-filles doivent des aliments à leurs beaux-parents. Cette obligation cesse lorsque celui des époux qui produisait l'affinité et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés. Réciproquement, les beaux-parents sont tenus de cette obligation envers leurs gendres et belles-filles.

Fiscalité entre époux

Les époux sont soumis à une imposition commune pour les revenus perçus par chacun d'eux pour l'année entière au cours de laquelle ils se sont mariés et pour les années suivantes. Toutefois, au titre de l'année du mariage et sur option irrévocable, les époux peuvent souscrire deux déclarations distinctes comportant les revenus dont chacun a disposé personnellement pour l'année entière. Chacun des époux est tenu solidairement avec son conjoint du paiement de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

Régime matrimonial

Les époux peuvent choisir librement leur régime matrimonial en établissant un contrat de mariage devant notaire. A défaut de contrat, les époux sont soumis automatiquement au régime légal de la communauté. Lorsque l'un des conjoints est de nationalité étrangère ou a son domicile à l'étranger, les époux peuvent choisir au moment du mariage, ou au cours de l'union, la loi applicable à leur régime matrimonial. Cette loi est celle de l'Etat dont l'un des époux a la nationalité ou celle de l'Etat sur le territoire duquel l'un des époux a ou aura sa résidence habituelle après le mariage. A défaut de cette désignation, le régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel les époux établissent leur première résidence habituelle après le mariage, sous réserve de certaines exceptions, notamment en cas de nationalité commune des époux.

Régime légal de la communauté

Les biens acquis par les époux et les revenus sont communs. Les biens dont chacun des époux étaient propriétaire avant le mariage et ceux que chacun reçoit par donation ou succession au cours du mariage leur demeurent propres. Les actes d'administration sur les biens communs peuvent être passés par chacun des époux, à l'exception du bail consenti sur un fonds rural ou un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal dépendant de la communauté qui requiert l'accord des deux époux. Les actes de dispositions sur les biens communs peuvent être passés par chacun des époux, à l'exception de la donation d'un bien commun, de la vente ou de la constitution d'une garantie sur un immeuble, fonds de commerce, exploitation ou parts de société dépendant de la communauté qui requiert l'accord des deux. Chaque époux administre et dispose librement de ses biens propres. La communauté est tenue du paiement des dettes contractées par un époux au cours du mariage.

Régimes conventionnels de communauté

Le régime légal de la communauté peut être aménagé par contrat de mariage. Notamment, les époux peuvent prévoir une communauté universelle qui regroupe l'ensemble de leurs biens présents et à venir ou encore prévoir que, en cas de décès de l'un d'eux, il sera attribué au survivant une part inférieure ou supérieure à la moitié de la communauté ou même la totalité des biens communs.

Régime de la séparation de biens

Les biens acquis par chaque époux et les revenus qu'ils perçoivent pendant le mariage leur demeurent personnels. Cependant, les époux peuvent effectuer des achats en indivision.

Les biens sur lesquels aucun des époux ne peut justifier d'une propriété exclusive sont présumés leur appartenir par moitié.

Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception de celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Régime de la participation aux acquêts

Pendant le mariage, le régime fonctionne comme si les époux étaient mariés sous le régime de la séparation de biens.

Au moment de la dissolution du mariage, les biens qui ont été acquis pendant l'union sont partagés par moitié entre les époux, à l'exclusion de ceux qui ont été reçus par donation ou succession.

Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception de celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Régime matrimonial optionnel de la participation aux acquêts

Comme le régime précédent, ce régime fonctionne comme un régime séparatiste pendant le mariage et, à son issue, les époux se répartissent l'écart existant entre leurs enrichissements respectifs. Ceux-ci sont déterminés par comparaison entre le patrimoine originaire et le patrimoine final de chaque époux. Dans ce régime, l'évaluation de ces patrimoines résulte de règles différentes, selon qu'il s'agit d'immeuble ou de meubles, et un inventaire initial est obligatoire.

Ce nouveau régime, également prévu en droit allemand, permet d'apporter une solution pratique à tous les couples binationaux, puisque les règles de liquidation du régime clairement définies s'appliqueront dans les mêmes conditions, qu'elle intervienne en France ou en Allemagne. Toutefois, ce régime n'est pas réservé aux seuls couples binationaux franco-allemands, et est ouvert à tous.

Changement de régime matrimonial

Quel que soit le régime matrimonial choisi au moment du mariage, les époux peuvent au bout de deux ans, dans l'intérêt de la famille, décider de le modifier ou d'en changer par acte notarié. Lorsque l'un ou l'autre des époux a des enfants mineurs, l'acte notarié est obligatoirement soumis à l'homologation du tribunal du domicile des époux.

Droits du conjoint survivant

Le conjoint hérite en pleine propriété d'une partie de la succession quels que soient les membres de la famille laissés par le défunt, sous réserve des actes de disposition à titre gratuit (donation ou testament) consentis par l'époux prédécédé à d'autres personnes.

En présence d'enfants ou de descendants, le conjoint hérite d'un quart en propriété. Lorsque les enfants sont issus des deux époux, le conjoint peut choisir de recevoir l'usufruit de la totalité des biens existants, plutôt qu'un quart en propriété. Dans ce dernier cas, une conversion en rente viagère de l'usufruit peut être demandée par l'un des héritiers nus propriétaires ou par le conjoint lui-même. En présence des parents du défunt, le conjoint reçoit la moitié en propriété. En cas de prédécès de l'un des parents, le conjoint hérite des trois quarts. A défaut d'enfants, de descendants et des parents, le conjoint survivant hérite de l'entière succession.

Au décès de l'un des époux, le conjoint survivant peut rester dans son logement pendant un an. Lorsque le logement appartient aux époux ou dépend de la succession, il s'agit d'une jouissance gratuite. Lorsque le logement est assuré en vertu d'un contrat de bail, la succession doit rembourser les loyers au conjoint survivant. Au cours de ce délai d'un an, le conjoint peut demander à bénéficier de droits viagers d'habitation sur le logement et d'usage sur le mobilier.

La valeur de ces droits viagers s'impute sur la valeur des droits successoraux éventuellement recueillis par le conjoint survivant.

Lorsque le logement est loué, le conjoint devient le bénéficiaire exclusif du droit au bail dont les époux étaient co-titulaires.

En cas de partage, le conjoint survivant bénéficie d'une attribution préférentielle de droit du local d'habitation où il avait sa résidence à l'époque du décès et du mobilier le garnissant.

Les droits du conjoint survivant peuvent être aménagés par contrat de mariage, donation ou testament.

Toutefois, en toute hypothèse, lorsque le défunt ne laisse que des parents éloignés, un quart de la succession est réservé au conjoint survivant.

Hypothèque légale des époux

Si pendant le mariage, il y a lieu de transférer d'un époux à l'autre, l'administration de certains biens ou si l'un d'eux introduit une demande en justice pour faire constater une créance contre son conjoint ou les héritiers de celui-ci, une inscription d'hypothèque peut être prise au profit de l'époux qui a été dessaisi de ses pouvoirs ou qui a introduit la demande sur les immeubles de son conjoint.

PAYS RECONNAISSANT

LES MARIAGES DE PERSONNES DE MÊME SEXE

Afrique du Sud	France
Argentine	Islande
Australie	Mexico D.F.
Belgique	Norvège
Canada	Nouvelle-Zélande
Danemark	Pays-Bas
Espagne	Portugal
Certains états brésiliens	Suède
Certains états des Etats-Unis	Uruguay

DISPOSITIONS ANNEXES NON OBLIGATOIRES

DEMANDE DE MARIAGE DANS LA COMMUNE DE RESIDENCE OU DE DOMICILE DES PARENTS :

oui

non

Effectuée par Nom du (de la) futur (e) époux (se) :.....

PUBLICATION DU MARIAGE DANS LA PRESSE LOCALE :

Souhaitez-vous que votre mariage apparaisse dans la presse locale ? (gratuit)

oui

non

ECHANGE D'ALLIANCES :

Est-il prévu un échange d'alliances en Mairie ?

oui

non

AMBIANCE MUSICALE :

Souhaitez-vous une ambiance musicale ?

oui

non

Si vous avez coché oui, veuillez apporter tous les matériels nécessaires et prévoir la gestion totale des morceaux musicaux.